



**PRÉFET  
DE LA SAVOIE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73011 Chambéry

Chambéry, le 23 décembre 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 7 novembre 2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE ALBERTVILLOISE DE RECUPERATION**

68 Allée des Bauges  
73460 Tournon

Références : 20241107-RAP-InspectionSAR.odt  
Code AIOT : 0006104496

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 7 novembre 2024 dans l'établissement de la Société Albertvilloise de Récupération implanté 68 Allée des Bauges 73460 Tournon. L'inspection a été annoncée le 16 octobre 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection avait pour objectif de vérifier le respect de certaines dispositions réglementaires de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 portant autorisation d'exploiter un centre de tri, regroupement de déchets dangereux et non dangereux et de déchets métalliques.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société Albertvilloise de Récupération (SAR Environnement)
- 68 allée des bauges 73460 Tournon
- Code AIOT : 0006104496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Société Albertvilloise de Récupération (SAR) est spécialisée dans le négoce de métaux ferreux et non ferreux, la déconstruction industrielle et la gestion des déchets. Pour ce faire elle exploite, un établissement régulièrement autorisé au titre des installations classées par un arrêté préfectoral du 26 septembre 1989 complété par un arrêté du 20 janvier 2014.

Dans le cadre de son projet d'agrandissement, la société SAR Environnement a déposé le 29 mars 2019 une nouvelle demande d'autorisation.

A cet égard elle bénéficie actuellement de l'arrêté préfectoral du 9 mars 2020 autorisant les activités suivantes sur le site de Tournon :

N° de rubrique	Désignation des activités	Capacité	Régime
2718-1	Installation de transit / regroupement de déchets dangereux	<u>Quantité maximale de déchets susceptible d'être entreposée sur le site :</u> - batteries 10t - Filtres à huiles, aérosols, flexibles hydrauliques, emballages souillés 9t - Liquide refroidissement usagé 2 t - Ferrailles peintes au plomb 15 t - Câbles électriques contenant des substances dangereuses 2 t - Terres et gravats souillés 4 t <b>TOTAL : 47 t</b>	A
2791-1	Installations de traitement de déchets non dangereux	<u>Capacité maximum de traitement :</u> Cisailage de déchets métalliques <b>50t/jour</b>	A
2713-1	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliages de métaux ou de déchets d'alliages de métaux non dangereux	Surface dédiée à l'activité <b>10 000 m<sup>2</sup></b>	E
1435	Station-service interne (seuil de classement : 100 m <sup>3</sup> /an d'essence ou 500 m <sup>3</sup> /an au total)	<u>Volume maximum distribué :</u> Gazole non routier (GNR) pour les engins : <b>125 m<sup>3</sup>/an</b>	DC
2710-1-b	Installation de collecte de déchets dangereux apportés par le producteur initial de ces déchets	Quantité maximale de batteries usagées présente sur le site : <b>1 t</b>	DC
2515-1	Broyage, concassage, criblage de produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux non inertes,	Broyeur mobile de gravats <b>Puissance 75kW</b>	DC
2714-2	Installation de tri, transit et regroupement ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux (bois, papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles à l'exclusion,	Papiers, bois cartons, plastiques : <b>Total : 180 m<sup>3</sup></b>	D

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eau de surface

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées	Proposition de délais
1	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.3.5	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Protection des installations contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 5.4.4	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Eaux pluviales	Arrêté Ministériel du 09/03/2020, article 3.4.1
3	Traitement des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.5.1
5	Maintenance et vérification périodique des équipements	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 5.5.3
6	Détection de la radioactivité des déchets métalliques	Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 6.1.4

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de l'inspection, nous demandons à l'exploitant de conduire sous un délai n'excédant pas trois mois les actions suivantes :

- justifier la présence de dispositif de sectionnement situés respectivement à l'aval du bassin de régulation et en sortie du dispositif de traitement des eaux pluviales.  
L'emplacement de ces dispositifs est clairement identifié par une signalisation adéquate.
- justifier la présence d'une notice de vérification et de maintenance et de la tenue d'un carnet de bord formalisant les événements survenus sur l'installation de protection contre la foudre et notamment les opérations de maintenance et contrôle, conformément au III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Isolement avec les milieux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement avec les milieux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Deux vannes de sectionnement à commande manuelle situées respectivement à l'aval du bassin de régulation et en sortie du dispositif de traitement collectant les eaux de ruissellement de la partie nord du site (N°1) , permettent l'isolement du réseau de collecte des eaux pluviales potentiellement polluées par rapport à l'extérieur.</p> <p>L'emplacement des dispositifs de disconnexion précités est clairement identifié par une signalisation adéquate.</p> <p>Ce dispositif est facilement accessible et actionnable en toute circonstance.</p> <p>A cette fin, l'exploitant réalise des essais de manœuvre et d'étanchéité, un entretien et une maintenance régulières. Ces opérations sont définies par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des installations, il n'a pas été constaté de présence de vannes de sectionnement des réseaux de collecte des eaux pluviales. De plus, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la présence de ces dispositifs et aucune consigne de maintenance et de mise en oeuvre n'a été présenté.</p>
<p><b>Proposition de l'inspection des installations classées :</b></p> <p>Compte tenu de l'absence de justification par l'exploitant de la présence de dispositifs d'isolement des réseaux de collectes des eaux pluviales potentiellement polluées par rapport à l'extérieur ;</p> <p>Considérant que lors de la visite du site il n'a pas été constaté de signalisation précisant l'emplacement de ces dispositifs de disconnexion précités ;</p> <p>Compte tenu que l'exploitant n'a pas mis en place de consignes de maintenance et de mise en oeuvre de ces dispositifs ;</p> <p>l'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Savoie de mettre en demeure la société SAR de respecter, sous un délai n'excédant pas 3 mois, les dispositions de l'article 3.3.5 de l'arrêté</p>

préfectoral d'autorisation en installant notamment des dispositifs d'isolement sur les réseaux de collecte des eaux pluviales avant le rejet à l'extérieur du site.
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/03/2020, article 3.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, gestion des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux de toiture sont dirigées vers le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone industrielle via un bassin de régulation enterré d'une contenance de 600 m<sup>3</sup>.  Les eaux susceptibles d'être polluées, et notamment les eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement, de circulation et de stockage, sont collectées par un réseau spécifique. Elles font l'objet d'un traitement adapté sur site (séparateurs d'hydrocarbures N° 1 pour la partie nord et N° 2 pour la partie sud) avant leur rejet dans le réseau de collecte des eaux pluviales de la zone industrielle qui se jette dans l'Isère. Les eaux de la partie sud transitent au préalable par le bassin de régulation de 600 m<sup>3</sup>.</p> <p>Nota : La capacité du bassin visé à l'AP d'autorisation était initialement de 950 m<sup>3</sup> mais suite aux échanges avec l'exploitant, il a été acté une réduction de la capacité de cet ouvrage à 600 m<sup>3</sup> (courriel du 18/12/2020).</p> <p><b>Constats :</b></p> <p><i>En séance, l'exploitant a confirmé la mise en place d'un bassin enterré de 600 m<sup>3</sup> acté par l'administration le 18 décembre 2020 en lieu et place d'une cuve de 980 m<sup>3</sup> initialement mentionné à l'arrêté préfectoral portant autorisation.</i></p> <p>La modification du projet consiste à mettre en place un bassin enterré de 600 m<sup>3</sup>. Ce bassin permet de retenir le volume calculé des eaux d'extinction en cas d'incendie. En complément, et dans un deuxième temps, une fois que le bassin de 600 m<sup>3</sup> sera rempli, la forme des voiries permettra de stocker un minimum de 550 m<sup>3</sup> supplémentaires, soit 1150 m<sup>3</sup> permettant donc d'absorber une pluie de forte intensité ou un volume plus important d'eaux d'extinction le cas échéant. Ces points ont été justifiés par la note technique réalisée par Eiffage qui est jointe au dossier de demande d'autorisation, en guise de correctif.</p> <p>La valeur du volume du bassin figurant dans l'article 3.4.1 de l'arrêté sera être changée à l'occasion d'une autre modification de l'arrêté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Traitement des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 3.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, maintenance dispositif de traitement des eaux pluviales
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositifs de traitement sont exploités et régulièrement entretenus et surveillés, de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement, réduire au minimum les durées d'indisponibilité, et faire face aux variations éventuelles des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...).</p> <p>L'exploitant fait vidanger, nettoyer et vérifier les séparateurs d'hydrocarbures autant de fois que nécessaire et au minimum une fois par an. Les résidus des séparateurs d'hydrocarbures sont éliminés en tant que déchets dangereux.</p> <p>Les fiches de suivi des dispositifs de traitement, les attestations de conformité aux normes en vigueur ainsi que les bordereaux de suivi des déchets extraits de ces dispositifs le cas échéant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de deux séparateurs d'hydrocarbures, un équipement pour traiter les eaux issues de l'aire de lavage des véhicules et un dispositif implanté au nord du site pour le traitement des eaux pluviales.</p> <p>En séance, l'exploitant a présenté les justificatifs de curage et de nettoyage des séparateurs et les bordereaux d'enlèvement des déchets vers des filières de traitement.</p> <p>Il est à noter que le dispositif situé au nord du site fait l'objet d'un entretien semestriel (les dernières opérations datent de décembre 2023 et de mai 2024)</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
---

#### N° 4 : Protection des installations contre la foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 5.4.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs contre la foudre
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est protégé contre la foudre dans les conditions prévues par l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en séance l'analyse du risque foudre et de l'étude technique datées du 27/02/2019. Toutefois, il n'a pas été mis à la disposition de l'inspection la notice de vérification et de maintenance de l'installation et le carnet de bord consignait les événements survenus dans l'installation de protection foudre (modification, vérification, coup de foudre, opération de maintenance).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit justifier, sous un délai n'excédant pas 3 mois, la présence d'une notice de vérification et de maintenance et de la tenue d'un carnet de bord formalisant les événements survenus sur l'installation de protection contre la foudre et notamment les opérations de maintenance et contrôle, conformément au III de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010.</p>
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Maintenance et vérification périodique des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 5.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, maintenance des matériels de sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant assure la maintenance et l'entretien des matériels de sécurité, de détection et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>L'exploitant réalise par ailleurs des vérifications périodiques de ces matériels afin de s'assurer de leur bon fonctionnement permanent, à une fréquence a minima semestrielle pour ce qui concerne les dispositifs de détection incendie. Ces vérifications sont consignées sur un registre mentionnant également les suites données, et adjoint au dossier "installations classées"</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En séance, l'exploitant a justifié de la maintenance et des contrôles de ses équipements et installations et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des extincteurs dont le dernier rapport date du 16 janvier 2024 ;</li> <li>• des installations électriques vérifiées le 15 janvier 2024 ;</li> <li>• des équipements de détection et d'alarme réalisés en septembre et octobre 2024.</li> </ul> <p>Ces rapports n'appellent pas d'observation de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Détection de la radioactivité des déchets métalliques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/03/2020, article 6.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Portique de détection de la radioactivité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les métaux et les déchets de métaux doivent préalablement à leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par un équipement de détection adapté. Les déchets émettant des rayonnements ionisants sont isolés...
<b>Constats :</b> Le site est équipé d'un portique de détection de la radioactivité au niveau du pont bascule installé à l'entrée du site qui contrôle tous les véhicules de transport de déchets entrant et sortant de l'établissement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite